



737

Treaty Series No. 25 (1928)

Final Protocol of the
Conference
for the Amendment of the
TANGIER STATUTE
with Agreements and Special Provisions,
together with
EXCHANGES OF NOTES

Paris, July 25, 1928.

[Ratifications exchanged at Paris, September 14, 1928]

deposited

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;
York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;
15, Donegall Square West, Belfast;
or through any Bookseller.

1928

Price 9d. Net

Cmd. 3216

Protocole Final de la Conférence relative à certaines Questions concernant le Statut de Tanger.

Paris, July 25, 1928.

[*Ratifications exchanged at Paris, September 14, 1928.*]

L'ESPAGNE et la France s'étant entendues sur divers développements et modifications à apporter au régime de la zone de Tanger, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Gouvernement de la République française, le Gouvernement en Grande-Bretagne de Sa Majesté britannique, signataires de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, sont tombés également d'accord pour arrêter en commun avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie divers amendements à ladite Convention, aux dahirs chérifiens organiques et aux codes en vigueur dans la zone, ainsi que certaines dispositions concernant celle-ci, et pour reconnaître que le Gouvernement italien devient partie contractante à ladite Convention telle qu'elle se trouve ainsi révisée.

Dans ces conditions, les soussignés, dûment autorisés, se sont réunis en une Conférence à Paris, au Ministère des Affaires Étrangères, du 20 mars au 16 juillet 1928, au cours de laquelle ils sont convenus des dispositions ci-après annexées, qu'ils ont revêtues aujourd'hui de leurs signatures respectives.

Le présent Protocole dressé en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

(L.S.) J. QUINONES DE LEÓN.
(L.S.) BERTHELOT.
(L.S.) CREWE.
(L.S.) G. MANZONI.

A.—*Accord portant Revision de la Convention du 18 Décembre 1923 relative à l'Organisation du Statut de la Zone de Tanger.*

Les Soussignés, dûment autorisés, respectivement plénipotentiaires des Puissances signataires de la Convention de Paris du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, auxquels s'est joint le plénipotentiaire de l'Italie,

Étant tombés d'accord pour réviser certains articles de ladite Convention et son annexe portant règlement de la gendarmerie dans la zone de Tanger,

Sont convenus des dispositions suivantes :

I.

Le texte des articles 1, 3, 4, 8, 10, 27, 34, 35, 37, 47, 48, 50 et 56 de la Convention de Paris du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de Tanger, est remplacé par le texte ci-après :

ARTICLE PREMIER.—*Remplacer les mots : les trois Gouvernements contractants...par les mots : les Gouvernements contractants...*

739

**Final Protocol of the Conference relating to certain
Matters concerning the Tangier Statute.**

Paris, July 25, 1928.

[*Ratifications exchanged at Paris, September 14, 1928.*]

(Translation.)

SPAIN and France having agreed on various developments and modifications of the régime in force in the Tangier Zone, the Government of His Majesty the King of Spain, the Government of the French Republic, His Britannic Majesty's Government in Great Britain, signatories of the Convention of the 18th December, 1923*, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, have together agreed to make in common with the Government of His Majesty the King of Italy certain amendments to the said Convention, to the organic Shereefian Dahirs and to the Codes in force in the Zone, and to draw up certain provisions concerning the zone and to recognise that the Italian Government becomes a contracting party to the said Convention as thus revised.

In these conditions the undersigned, duly authorised, met at a conference held in Paris at the Ministry for Foreign Affairs from the 20th March to the 16th July, 1928, in the course of which they have agreed to the provisions annexed hereto, which they have respectively signed this day.

The present Protocol done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

(L.S.)	J. QUINONES DE LEÓN.
(L.S.)	BERTHELOT.
(L.S.)	CREWE.
(L.S.)	G. MANZONI.

A.—*Agreement revising the Convention of December 18, 1923, relating to the Organisation of the Statute of the Tangier Zone.*
(Translation.)

The undersigned, duly authorised, respectively Plenipotentiaries of the Powers signatories of the Convention signed at Paris on the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, to whom has been added the Plenipotentiary of Italy,

Having agreed to revise certain articles of the said Convention and its Annex containing the gendarmerie regulations of the Tangier Zone,

Have agreed as follows:—

I.

The text of articles 1, 3, 4, 8, 10, 27, 34, 35, 37, 47, 48, 50 and 56 of the Convention signed at Paris on the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, is replaced by the following text:—

ARTICLE 1.—*Replace the words: "The three contracting Governments" by the words: "The contracting Governments."*

* See Treaty Series No. 23 (1924)—Cmd. 2203.

ART. 3.—

(*Dernier alinéa*): Les Gouvernements britannique, espagnol, français et italien ont la faculté d'affecter à leurs Consulats à Tanger un officier chargé de les renseigner sur l'observation des engagements d'ordre militaire qui précèdent.

ART. 4.—La surveillance de la contrebande des armes et des munitions de guerre dans les eaux territoriales de la zone de Tanger sera, en temps normal, exercée conjointement par les forces navales de l'Espagne et de la France en raison de l'intérêt spécial que donne à ces deux Puissances la proximité de leurs zones d'influence respectives dans l'Empire Chérifien.

Dans le cas où, en raison de circonstances exceptionnelles, la coopération des forces navales britanniques et italiennes à la surveillance prévue à l'alinéa premier du présent article paraîtrait désirable, les Gouvernements britannique, espagnol, français et italien s'entendront préalablement sur les modalités de cette participation.

Les délinquants seront déférés au Tribunal mixte de Tanger.

ART. 8.—Les accords internationaux conclus à l'avenir par Sa Majesté Chérifienne ne s'étendront à la zone de Tanger qu'avec l'assentiment de l'Assemblée législative internationale de la zone.

Par exception s'étendent de plein droit à la zone les accords internationaux auxquels toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont parties contractantes ou auront adhéré.

Les dahirs rendus par Sa Majesté Chérifienne en vue de modifier les textes organiques de la zone conformément aux accords intervenus ou à intervenir pour la revision du Statut de Tanger entre les Puissances signataires de la présente Convention s'étendront de plein droit à la zone.

Les dispositions des articles 141 et suivants du Traité de Versailles continuent à s'appliquer à la zone de Tanger. Les dahirs chérifiens pris en conséquence de ces textes ne peuvent être modifiés qu'après accord avec le pouvoir central chérifien.

ART. 10.—Il est interdit de se livrer dans la zone de Tanger à aucune agitation, propagande ou préparation d'entreprise contre l'ordre établi dans l'une quelconque des zones du Maroc, ou dans les pays étrangers.

Les délinquants quels qu'ils soient seront déférés au Tribunal mixte de Tanger.

Un bureau mixte d'information, composé d'un officier supérieur espagnol, chef du bureau, d'un officier subalterne français, adjoint au chef du bureau, et d'un officier subalterne espagnol, sera établi à Tanger avec mission d'observer tous faits intéressant la sécurité de Tanger dans ses rapports avec celle des zones voisines et des pays étrangers.

En raison de l'intérêt spécial que l'activité de ce bureau présentera pour les autres zones du Maroc, les frais de son fonctionnement seront entièrement à la charge des Gouvernements espagnol et français.

Le chef du bureau remplira les fonctions et aura le titre d'Inspecteur général de la sécurité dans la zone de Tanger et, comme tel, il devra recevoir l'agrément du Comité de contrôle.

Sans intervenir dans le fonctionnement des services de l'administration tangéroise, l'Inspecteur général de la sécurité sera le conseiller des autorités du Statut, ci-dessous mentionnées dans le présent article, pour l'application de l'article 3, paragraphe premier, de la présente Convention en ce qui concerne la sécurité de Tanger dans ses rapports avec celle des zones voisines et des pays étrangers, ainsi que pour l'application de l'article 10 visant les propagandes subversives, la contrebande et, d'une manière générale, l'application des dispositions concernant les indésirables et les menées dirigées contre l'ordre établi tant au Maroc que dans les pays étrangers.

Il communiquera ses informations à l'Administrateur pour permettre à celui-ci de prendre les mesures de surveillance appropriées ou de prescrire les enquêtes nécessaires.

ARTICLE 3.—

(last paragraph). The British, Spanish, French and Italian Governments have the right to attach to their consulates at Tangier an officer charged with the duty of keeping them informed as to the observance of the foregoing obligations of military order.

ARTICLE 4.—The surveillance of contraband traffic in arms and munitions of war in the territorial waters of the Tangier Zone shall in normal times be exercised jointly by the naval forces of Spain and France, in view of the special interest of these two Powers due to the proximity of their respective zones of influence in the Shereefian Empire.

Should, in virtue of exceptional circumstances, the co-operation of the British or Italian naval forces in the surveillance referred to in paragraph 1 of the present article appear desirable, the British, Spanish, French and Italian Governments shall previously agree on the arrangements for such participation.

Offenders shall be brought before the Mixed Court of Tangier.

ARTICLE 8.—International agreements concluded in the future by His Shereefian Majesty shall only extend to the Tangier Zone with the consent of the International Legislative Assembly of the Zone.

By exception, international agreements to which all the Powers signatories of the Act of Algeciras are contracting parties or shall have acceded apply automatically to the Zone.

Dahirs issued by His Shereefian Majesty in order to modify the organic texts of the Zone in conformity with agreements concluded or to be concluded for the revision of the Tangier Statute between the Powers signatories of the present Convention shall apply automatically to the Zone.

The provisions of Article 141 *et seq.* of the Treaty of Versailles continue to apply to the Tangier Zone. The Shereefian dahirs issued in consequence of those provisions can only be modified in agreement with the central Shereefian Authority.

ARTICLE 10.—Any agitation, propaganda or conspiracy against the established order in any of the Zones of Morocco or in any foreign country is prohibited.

Offenders, whosoever they may be, shall be brought before the Mixed Court of Tangier.

A mixed intelligence bureau composed of a senior Spanish officer, who shall be head of the bureau, and of a French subaltern officer, who shall be assistant to the head of the bureau, and of a Spanish subaltern officer, shall be established at Tangier and entrusted with the task of watching all matters affecting the security of Tangier in relation to that of the neighbouring Zones and of foreign countries.

In view of the special importance which the proceedings of this bureau will have for the other Zones of Morocco, its cost will be entirely defrayed by the Spanish and French Governments.

The head of the bureau will fulfil the functions and will bear the title of Inspector-General of Security in the Tangier Zone and as such his appointment must receive the concurrence of the Committee of Control.

Without intervening in the work of the services of the Tangier Administration, the Inspector-General of Security will be the counsellor of the authorities of the Zone, mentioned below in the present article, for the application of article 3, paragraph 1, of the present Convention in so far as it concerns the security of Tangier in relation to that of the neighbouring Zones and foreign countries, for the application of article 10 dealing with subversive propaganda, contraband, and in a general manner for the application of the existing provisions concerning undesirables and conspiracy directed against the established order both in Morocco and in foreign countries.

He will communicate his information to the Administrator in order to enable the latter to take the appropriate measures of surveillance or to order the necessary investigation.

Toutefois, si les faits dont il aurait connaissance lui paraissent présenter un caractère délictueux nettement établi, il pourra les dénoncer directement au parquet du Tribunal mixte.

L'Inspecteur général de la sécurité aura qualité pour présenter au Comité de contrôle toutes observations, suggestions et tous conseils qu'il croira devoir formuler concernant l'organisation et le fonctionnement des services de l'administration chargés de l'application des articles 3, paragraphe premier, et 10 de la présente Convention.

Les différentes autorités de la zone de Tanger, mentionnées ci-dessus, avec lesquelles, par application du présent article, l'Inspecteur général de la sécurité se sera trouvé en rapports, faciliteront à celui-ci l'accomplissement de sa mission notamment en indiquant la suite qui aura pu être donnée à ses démarches. Le Comité de contrôle servira à cet égard d'intermédiaire entre les autres autorités de la zone et l'Inspecteur général.

ART. 27.—*Remplacer les mots*: Les trois Puissances contractantes par *les mots*: Les Puissances contractantes.

ART. 34.—En considération du nombre des ressortissants, des chiffres du commerce général, des intérêts immobiliers et de l'importance du trafic à Tanger des différentes Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, l'Assemblée législative internationale comprend :

- 4 membres français,
- 4 membres espagnols,
- 3 membres britanniques,
- 3 membres italiens,
- 1 membre américain,
- 1 membre belge,
- 1 membre hollandais,
- 1 membre portugais,

désignés par leurs Consulats respectifs et, en outre :

- 6 sujets musulmans désignés par le Mendoub et
- 3 sujets israélites du Sultan désignés par le Mendoub et pris sur une liste de neuf noms présentée par la communauté israélite.

L'Assemblée nomme, parmi ses membres, quatre vice-présidents : un citoyen français, un sujet britannique, un sujet espagnol et un citoyen italien, chargés d'assister le Mendoub dans la présidence de l'Assemblée et de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement.

ART. 35.—(*Alinéas 1, 2, 3, 4 et 5*).

Un Administrateur exécute les décisions de l'Assemblée et dirige l'Administration internationale de la zone.

L'Administrateur a sous ses ordres trois administrateurs adjoints et deux ingénieurs.

Un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des services d'hygiène et d'assistance; un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des services financiers; un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des services judiciaires.

Pour une première période de six ans, à compter de l'entrée en fonctions de l'Administrateur : l'Administrateur est de nationalité française; l'administrateur adjoint, chargé des services d'hygiène et d'assistance, est de nationalité espagnole; l'administrateur adjoint, chargé des services financiers, est de nationalité britannique; l'administrateur adjoint, chargé des services judiciaires, est de nationalité italienne. L'Administrateur, les trois administrateurs adjoints et les deux ingénieurs sont nommés par Sa Majesté Chérifiennne, sur la demande du Comité de contrôle, à qui ils sont présentés par leurs Consulats respectifs.

Après cette première période de six ans, l'Assemblée nomme l'Administrateur et les administrateurs adjoints parmi les ressortissants des Puissances

However, if the facts of which he has knowledge appear to him to have a definitely criminal character, he may lay information direct with the public prosecutor of the Mixed Tribunal.

The Inspector-General of Security is authorised to present to the Committee of Control all observations, suggestions and advice which he may think it his duty to offer concerning the organisation of the services of the Administration entrusted with the application of article 3, paragraph 1, and of article 10 of the present Convention.

The various authorities of the Tangier Zone mentioned above, with whom in virtue of the present article the Inspector-General of Security is placed in contact, shall facilitate his mission and shall in particular indicate to him the action, if any, which has been taken as the result of his representations. The Committee of Control will serve in this respect as the intermediary between the authorities of the Zone and the Inspector-General.

ARTICLE 27.—*For the words: "The three contracting Powers," substitute the words: "The contracting Powers."*

ARTICLE 34.—In consideration of the number of nationals, the volume of commerce, the property interests and the importance of local trade at Tangier of the several Powers signatories of the Act of Algeciras, the International Legislative Assembly shall be composed of—

- 4 French members,
- 4 Spanish members,
- 3 British members,
- 3 Italian members,
- 1 American member,
- 1 Belgian member,
- 1 Dutch member,
- 1 Portuguese member,

nominated by their respective consulates, and in addition—

- 6 Mussulman subjects of the Sultan nominated by the Mendoub, and
- 3 Jewish subjects of the Sultan nominated by the Mendoub and chosen from a list of nine names submitted by the Jewish community.

The Assembly shall appoint from among its members four vice-presidents, a French citizen, a British subject, a Spanish subject, and an Italian citizen, responsible for assisting the Mendoub in presiding over the Assembly and of acting as deputy for him in his absence.

ARTICLE 35 (*Paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5*).—The administrator will carry out the decisions of the Assembly and direct the international Administration of the Zone.

The administrator will have under his orders three assistant administrators and two engineers.

One of the assistant administrators, with the title of director, will be especially responsible for the services of health and relief; one assistant administrator, with the title of director, will be especially responsible for the financial services; one assistant administrator, with the title of director, will be especially responsible for the services relating to the administration of justice.

For the first period of six years the administrator will be of French nationality; the assistant administrator responsible for the services of health and relief will be of Spanish nationality; the assistant administrator responsible for the financial services will be of British nationality, the assistant administrator responsible for the services relating to the administration of justice will be of Italian nationality. The administrator, the three assistant administrators and the two engineers will be appointed by His Shereefian Majesty at the instance of the Committee of Control, to whom they will be presented by their respective consulates.

After this first period of six years, the Assembly will appoint the administrator and the assistant administrators from among the nationals

signataires de l'Acte d'Algésiras. Toutefois les quatre postes ne pourront être confiés qu'à des ressortissants de nationalités différentes.

ART. 37.—Le recrutement des fonctionnaires de l'Administration internationale, autres que ceux prévus à l'article 36 ci-dessus, est effectué par une commission présidée par l'Administrateur et composée des quatre vice-présidents de l'Assemblée et du chef de service intéressé.

La commission doit, en se renseignant auprès du Consul auquel ressortit le candidat, s'assurer que celui-ci n'a pas d'antécédents défavorables. Ces renseignements doivent être donnés dans un délai d'un mois à compter du jour où ils ont été demandés, faute de quoi la commission peut procéder au recrutement du candidat.

Les candidats agréés sont nommés par l'Administrateur après approbation de l'Assemblée.

ART. 47.—La sécurité dans la zone est exclusivement assurée par un corps de gendarmerie indigène mis à la disposition de l'Administrateur.

L'effectif de cette force sera de 400 hommes au plus pendant un délai de 12 mois à compter de sa constitution.

À l'expiration de ce délai de 12 mois cet effectif sera de 250 hommes et ne pourra être ni augmenté ni réduit sans l'assentiment unanime du Comité de contrôle.

À partir de la constitution de la gendarmerie et jusqu'au 31 décembre 1928, les Gouvernements espagnol et français contribueront à l'entretien de cette force en y affectant les crédits rendus disponibles par la dissolution des tabors. Passée cette date et jusqu'à la fin du délai de 12 mois ci-dessus prévu, les deux Gouvernements verseront à la zone la subvention nécessaire pour parfaire la différence entre le crédit de 1,500,000 francs que la zone devra prévoir dans son budget pour l'entretien de la gendarmerie et le montant des dépenses effectives. Cette subvention sera supportée pour moitié par chacun des deux Gouvernements.

À l'expiration de ladite période le Gouvernement espagnol et le Gouvernement français supporteront par moitié la dépense supplémentaire que comporte le maintien de la gendarmerie à 250 hommes, soit 350,000 francs chacun. Le crédit de 1,500,000 francs assuré par le budget de la zone sera porté ainsi à 2,200,000 francs, chiffre calculé conformément aux évaluations budgétaires.

La gendarmerie sera recrutée par moitié dans chacun des tabors actuels. L'égalité entre les éléments français et espagnols sera maintenue en cas de licenciement pour réduction d'effectifs et lors des recrutements auxquels donneront lieu les vacances.

La gendarmerie sera commandée par un officier espagnol du grade de commandant; celui-ci aura pour adjoint un officier français du grade de capitaine. Le cadre européen sera composé en proportions égales par des gradés espagnols et français. Vu le caractère international de cette unité, celle-ci pourra comprendre des gradés appartenant à d'autres nationalités.

La gendarmerie peut tenir garnison dans la ville de Tanger et entretenir des postes dans la banlieue.

Le règlement concernant la gendarmerie est annexé à la présente Convention.

ART. 48 (premier alinéa).—Une juridiction internationale, dénommée Tribunal mixte de Tanger, est chargée d'administrer la justice aux ressortissants des Puissances étrangères. Elle est composée de magistrats de nationalités belge, britannique, espagnole, française et italienne.

ART. 50.—Les commission et comités actuels de Tanger sont supprimés.

Le soin de fixer le tarif des valeurs douanières applicable dans les trois zones, qui incombe actuellement à la commission des valeurs douanières, est confié à une commission composée de représentants des trois zones. Cette commission se réunira à Tanger au moins deux fois par an.

of the Powers' signatories of the Act of Algeciras. The four posts must, however, be conferred on persons of different nationality.

ARTICLE 37.—The recruitment of the officials of the international administration, other than those specified in article 36 above, shall be effected by a committee presided over by the Administrator and composed of the four vice-presidents of the Assembly and of the head of the service concerned.

The committee must satisfy itself, by enquiring of the consul of the nationality concerned, that the candidate has a satisfactory record. The required information must be given within a month from the date on which it is sought. Otherwise the committee may proceed with the appointment of the candidate.

The candidates selected will be appointed by the Administrator with the previous approval of the Assembly.

ARTICLE 47.—Public security in the Zone shall be assured exclusively by a force of native gendarmerie placed at the disposal of the Administrator.

The strength of this force shall be fixed at a maximum of 400 men for a period of twelve months from the date of its formation.

On the expiry of this period of twelve months the strength shall be fixed at 250 men and shall not be either increased or reduced without the unanimous consent of the Committee of Control.

From the date of the formation of the gendarmerie until the 31st December, 1928, the Spanish and French Governments shall contribute to the cost of this force by utilising the credits made available by the dissolution of the existing tabors. After this date and until the end of the period of twelve months referred to above, the two Governments shall pay to the Zone a subvention representing the difference between the sum of 1,500,000 francs, which the Zone must provide in its budget for the maintenance of the gendarmerie, and the actual cost of the force. Each of the two Governments shall pay one half of the said subvention.

On the expiry of the said period the Spanish and French Governments shall bear in equal parts the supplementary cost occasioned by the maintenance of the gendarmerie at 250 men, namely, 350,000 francs each. The sum of 1,500,000 francs voted in the budget of the Zone will thus be raised to 2,200,000 francs, which represents the estimated cost of the force.

The gendarmerie shall be recruited from each of the existing tabors in equal numbers. Equality between the French and Spanish elements shall be maintained both when the strength of the force is reduced and when vacancies occur.

The gendarmerie shall be commanded by a Spanish officer of the rank of major, who will have a French second-in-command of the rank of captain. The European cadre shall contain an equal proportion of French and Spanish officers and non-commissioned officers. In view of the international character of the force it may comprise officers and non-commissioned officers belonging to other nationalities.

The gendarmerie may be garrisoned in the town of Tangier and maintain posts in the surrounding country.

The regulations respecting the gendarmerie are annexed to the present convention.

ARTICLE 48 (*First paragraph*).—An international tribunal, called the Mixed Court of Tangier, shall be responsible for the administration of justice over nationals of foreign Powers. It shall be composed of magistrates of Belgian, British, Spanish, French and Italian nationality.

ARTICLE 50.—The existing commissions and committees at Tangier shall be abolished.

The duty of fixing the scale of custom values applicable in the three Zones, which at present devolves upon the commission of custom values, will be entrusted to a commission composed of representatives of the three Zones. This commission will meet in Tangier at least twice a year.

Dans le cas où des protestations seraient élevées, au nom de l'égalité économique, contre les décisions de la commission en ce qui concerne la zone de Tanger, ces protestations seraient soumises au Comité de contrôle.

ART. 56.—(Premier alinéa) : Remplacer les mots les trois Gouvernements contractants par les mots : les Gouvernements contractants.

II.

Le texte du règlement de la gendarmerie dans la zone de Tanger (annexe à la Convention du 18 décembre 1923) est remplacé par le texte ci-après :

Règlement de la Gendarmerie dans la Zone de Tanger.

I.—Organisation.

ARTICLE PREMIER.—Il est constitué à Tanger une gendarmerie de la zone.

ART. 2.—Cette gendarmerie doit :

1° Maintenir l'ordre dans la zone. Elle devra prêter son concours à la police locale sur la réquisition de l'administrateur;

2° Garantir d'une manière efficace la sécurité dans la zone.

ART. 3.—La gendarmerie est placée sous l'autorité de l'administrateur de la zone.

ART. 4.—Elle est commandée par un officier espagnol du grade de commandant qui a pour adjoint un officier français du grade de capitaine.

Le cadre européen comprend en outre :

4 lieutenants ou sous-lieutenants, dont deux espagnols et deux français ;

3 sous-officiers, dont un espagnol et un français.

ART. 5.—Si ces officiers ou sous-officiers européens sont promus au grade supérieur au cours de leur contrat, ils doivent être remplacés par d'autres officiers ou sous-officiers du grade prévu à l'article 4 ci-dessus.

ART. 6.—L'effectif indigène marocain est de 3 caïds et 250 hommes de troupe, sous-officiers compris.

La répartition de l'effectif et l'encadrement seront fixés par l'Assemblée législative internationale avec l'approbation du Comité de contrôle; ils pourront être modifiés selon les données de l'expérience.

L'effectif des chevaux est, en principe, de 50.

ART. 7.—Un contrat passé entre l'Administration de Tanger et les officiers européens détermine les conditions de leur engagement et fixe leur solde, qui sera ordonnancée par le directeur des finances.

II.—Recrutement.

ART. 8.—La gendarmerie comprend des caïds, sous-officiers, caporaux et soldats marocains n'ayant encouru aucune punition grave.

Les hommes de troupe seront âgés d'au moins 24 ans et de 45 ans au plus.

ART. 9.—Pour la constitution de la gendarmerie, les gradés et soldats marocains seront recrutés par moitié dans chacun des tabors de police. L'égalité entre les éléments espagnols et français sera maintenue en cas de licenciement pour réduction d'effectifs et lors des recrutements auxquels donneront lieu les vacances.

ART. 10.—Le recrutement des hommes de troupe se fait par voie d'engagement et de rengagement.

L'engagement est contracté pour une période de trois ans.

Le rengagement est contracté pour une période de un à trois ans et donne droit à une haute paye.

Les tarifs de solde et de haute paye sont fixés par l'Assemblée internationale avec approbation du Comité de contrôle.

Should protests be made on the ground of economic inequality against the decisions of the commission, in so far as they concern the Tangier Zone, such protests shall be submitted to the Committee of Control.

ARTICLE 56 (*First paragraph*).—*Replace the words: "The three contracting Governments" by the words: "The contracting Governments."*

II.

The text of the Regulations for the gendarmerie in the Tangier Zone (annex to the Convention of the 18th December, 1928) is replaced by the following text:—

Regulations for the Gendarmerie in the Tangier Zone.

(i.)—*Organisation.*

ARTICLE 1.—A force of gendarmerie belonging to the Zone shall be formed at Tangier.

ARTICLE 2.—This force shall—

(1.) Maintain order in the Zone. It must assist the local police on the demand of the administrator.

(2.) Effectively guarantee public security in the Zone.

ARTICLE 3.—The gendarmerie is placed under the authority of the administrator of the Zone.

ARTICLE 4.—It shall be commanded by a Spanish officer of the rank of major, who shall be assisted by a French officer of the rank of captain.

The European cadre shall, in addition, consist of—

Four Lieutenants or Second-Lieutenants, of whom two shall be Spanish and two French.

Three non-commissioned officers, of whom one shall be Spanish and one French.

ARTICLE 5.—Should any of these European officers or non-commissioned officers be promoted to a higher rank during the period of their contract they shall be replaced by other officers or non-commissioned officers of the rank laid down in article 4 above.

ARTICLE 6.—The native Moroccan strength shall be fixed at 3 caïds and 250 men, including non-commissioned officers. The distribution of officers and men shall be fixed by the International Legislative Assembly, with the approval of the Committee of Control. Modifications may be made in the light of experience.

The strength of horses shall be fixed in principle at fifty.

ARTICLE 7.—A contract, drawn up between the Tangier Administration and the European officers, shall lay down the conditions of their appointment, and the amount of their salary, which shall be disbursed by the director of finance.

(ii.)—*Recruitment.*

ARTICLE 8.—The gendarmerie shall consist of Moroccan caïds, non-commissioned officers, corporals and private soldiers of good character.

The men shall not be less than 24 and not more than 45 years of age.

ARTICLE 9.—For the formation of the gendarmerie, the non-commissioned ranks and Moroccan private soldiers shall be recruited in equal numbers from each of the police tabors. Equality between the Spanish and French elements shall be maintained both when the strength of the force is reduced and when vacancies occur.

ARTICLE 10.—The recruitment of private soldiers shall be effected by means of short-term enlistment and re-engagement.

Enlistment shall be for a period of three years.

Re-engagement shall be for a period of from one to three years, and carries with it an increase in pay.

The amount of pay and the increase shall be fixed by the International Assembly with the approval of the Committee of Control.

III.—*Attributions du Commandant.—Discipline.*

ART. 11.—Le commandant de la gendarmerie a toutes les attributions d'un chef de corps.

Il doit assurer l'instruction, la discipline et l'administration de l'unité.

En ce qui concerne l'organisation du service et la discipline, tant pour le cadre européen que pour les officiers et hommes de troupe marocains, un règlement fixera les prescriptions nécessaires, qui devront s'inspirer des principes communs aux règlements de la gendarmerie française et de la *guardia civil* espagnole.

Le commandant de la gendarmerie et le capitaine adjoint exercent à l'égard des officiers et sous-officiers de leur nationalité les droits que leur confèrent les règlements en vigueur dans leurs armées respectives. Le commandant de la gendarmerie peut, en outre, en ce qui concerne les officiers ou sous-officiers qui ne sont pas de sa nationalité, adresser sous sa responsabilité un rapport avec des conclusions à l'Administrateur de Tanger. Celui-ci transmet ce rapport au Consul de la nation à laquelle appartient l'officier ou le sous-officier en cause.

IV.—*Service des salves.*

ART. 12.—La gendarmerie assure, avec un détachement prélevé sur son effectif, le service de la batterie pour les salves réglementaires.

V.—*Période transitoire.*

ART. 13.—Pendant un délai de 12 mois à compter de la constitution de la gendarmerie de Tanger, son effectif sera fixé à 400 hommes de troupe indigènes, sous-officiers compris, et 50 chevaux, mais sera ramené, à l'expiration de cette période, à celui prévu à l'article 6.

Étant donné le caractère transitoire de cette mesure, l'encadrement européen prévu à l'article 4 ne sera pas modifié.

L'effectif des caids pourra être, à l'origine, de huit unités et sera recruté dans les conditions fixées par l'article 9; il sera réduit progressivement à celui fixé par l'article 6.

III.

Le présent Accord sera communiqué par les soins du Gouvernement de la République française aux Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signataire de l'Acte d'Algésiras.

IV.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt des ratifications, et dès ce moment il sera soumis aux conditions de durée et de renouvellement du Statut, objet de la Convention du 18 décembre 1923.

Le présent Accord dressé en quatre exemplaires, à Paris le 25 juillet 1928.

J. QUINONES DE LEÓN.
 BERTHELOT.
 CREWE.
 G. MANZONI.

(iii.)—*Functions of the Commandant—Discipline.*

ARTICLE 11.—The commandant of the gendarmerie has all the functions of a commanding officer.

He is responsible for the training, discipline and the administration of the unit.

As regards the organisation of duties and discipline for both the European staff and for the Moroccan officers and private soldiers, regulations shall be drawn up which shall be based on the principles common to the regulations of the French gendarmerie and the Spanish *guardia civil*.

The commandant of the gendarmerie and the second in command shall exercise over the officers and non-commissioned officers of their own nationality the authority conferred on them by the regulations in force in their respective armies. The commandant of the gendarmerie may also on his own responsibility forward to the Administrator of Tangier a report with recommendations in regard to the officers and non-commissioned officers who are not of his own nationality. The Administrator shall forward this report to the Consul of the nationality to which the officer or non-commissioned officer concerned belongs.

(iv.)—*Salutes.*

ARTICLE 12.—The gendarmerie is responsible for manning the battery for the purpose of the usual salutes.

(v.)—*Transitional Period.*

ARTICLE 13.—For a period of twelve months from the date of the formation of the Tangier gendarmerie, its strength will be fixed at 400 men, including non-commissioned officers, and fifty horses, but shall be reduced on the expiry of that period to the strength laid down in article 6.

In view of the transitional character of this provision the European cadre laid down in article 4 shall not be modified.

The number of caids may during the initial period be eight. They shall be recruited in accordance with the conditions laid down in article 9 and their strength shall be progressively reduced to that fixed in article 6.

III.

The present agreement shall be communicated by the Government of the French Republic to the Powers which have acceded to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute, as well as to the Government of the United States of America as a signatory of the Act of Algeciras.

IV.

The present agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible.

It shall enter into force three months from the date of the deposit of the ratifications, and shall from that moment have the same duration and the same conditions of renewal as the Statute established by the Convention of the 18th December, 1923.

The present agreement done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUINONES DE LEON.
 BERTHELOT.
 CREWE.
 G. MANZONI.

B.—*Accord portant Revision de certains Articles du Dahir chérifien concernant l'Administration de la Zone de Tanger, du Dahir chérifien sur l'Organisation d'une Juridiction internationale à Tanger et de l'Annexe du Dahir chérifien sur l'Organisation d'une Juridiction internationale à Tanger, ainsi que du Code pénal de la Zone de Tanger.*

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Gouvernement de la République française, le Gouvernement en Grande-Bretagne de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant considéré la nécessité d'amender certains articles du dahir chérifien organisant l'administration de la zone de Tanger, du dahir chérifien sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, et de l'annexe au dahir chérifien sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, ainsi que du Code pénal de la zone de Tanger, en vue notamment de les mettre en harmonie avec le Statut de Tanger, objet de la Convention du 18 décembre 1923, révisée en date de ce jour,

S'engagent à recommander à l'adoption de Sa Majesté Chérifienne les amendements suivants aux actes ci-dessus visés :

I.—*Amendements au Dahir chérifien organisant l'Administration de la Zone de Tanger.*

ART. 12.—Les accords internationaux conclus à l'avenir par Notre Majesté Chérifienne ne s'étendront à la zone de Tanger qu'avec l'assentiment de l'Assemblée législative internationale. Il en sera de même de nos décrets rendus conformément à l'article 5 du Traité de Protectorat du 30 mars 1912.

Par exception, s'étendront de plein droit à la zone de Tanger :

1° Les accords internationaux auxquels toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras seront parties contractantes ou auront adhéré;

2° Nos décrets susvisés lorsqu'ils auront été rendus en vue de modifier les textes organiques de la zone conformément aux accords intervenus ou à intervenir pour la revision du Statut de Tanger entre les Puissances signataires de la Convention du 18 décembre 1923 révisée;

3° Toutes dispositions législatives applicables aux deux zones française et espagnole et relatives :

a. Au fonctionnement des services postaux et télégraphiques chérifiens avec l'étranger ainsi qu'à l'unification des tarifs y applicables;

b. Au commerce des armes et des munitions à leur usage.

ART. 20.—L'Assemblée législative internationale exerce le pouvoir législatif et réglementaire.

Elle est présidée par le Mendoub et est composée de vingt-sept membres des communautés étrangères et marocaines dans les conditions suivantes :

- 4 membres français,
- 4 membres espagnols,
- 3 membres britanniques,
- 3 membres italiens,
- 1 membre américain,
- 1 membre belge,
- 1 membre hollandais,
- 1 membre portugais,

désignés par leurs consulats respectifs.

751

B.—*Agreement revising certain Articles of the Shereefian Dahir regarding the Administration of the Tangier Zone, of the Shereefian Dahir on the Organisation of an International Tribunal at Tangier, of the Annex to the Shereefian Dahir on the Organisation of an International Tribunal at Tangier, and of the Penal Code of the Tangier Zone.*

(Translation.)

The Government of His Majesty the King of Spain, the Government of the French Republic, His Britannic Majesty's Government in Great Britain, and the Government of His Majesty the King of Italy, having considered the necessity of amending certain articles of the Shereefian Dahir organising the administration of the Tangier Zone, of the Shereefian Dahir regarding the organisation of an international tribunal at Tangier, of the annex to the Shereefian Dahir regarding the organisation of an international tribunal at Tangier, and of the Penal Code of the Tangier Zone, particularly with a view to bringing them into harmony with the Tangier Statute, established by the Convention of the 18th December, 1923, as revised this day,

Have agreed to recommend to His Shereefian Majesty the adoption of the following amendments to the instruments specified above :—

I.—*Amendments to the Shereefian Dahir organising the Administration of the Tangier Zone.*

ARTICLE 12.—International agreements concluded in the future by Our Shereefian Majesty shall only extend to the Tangier Zone with the consent of the International Legislative Assembly. The same applies to our decrees issued in accordance with article 5 of the Protectorate Treaty of the 30th March, 1912.

By exception the following shall apply automatically to Tangier :—

(1.) International agreements of which the Powers signatories of the Act of Algeciras are contracting parties or to which they have adhered.

(2.) Our decrees referred to above when they are issued in order to modify the organic texts of the Zone in conformity with agreements concluded or to be concluded for the revision of the Tangier Statute by the Powers signatories of the convention of the 18th December, 1923, as revised.

(3.) All legislation in force in both the French and Spanish Zones relating to—

(a.) The operation of the postal and telegraphic services to foreign countries and the unification of their tariffs.

(b.) The trade in arms and ammunition and their use.

ARTICLE 20.—The International Legislative Assembly is the legislative authority.

It is presided over by the Mendoub and is composed of twenty-seven members drawn as follows from the foreign and native communities :—

- 4 French members,
- 4 Spanish members,
- 3 British members,
- 3 Italian members,
- 1 American member,
- 1 Belgian member,
- 1 Dutch member,
- 1 Portuguese member,

nominated by their respective consulates,

6 de nos sujets musulmans, désignés par notre Mendoub, et
3 de nos sujets israélites, choisis par notre Mendoub, sur une liste
de 9 candidats présentée par la communauté israélite de Tanger.

Il est pourvu, suivant la même procédure, dans un délai maximum de
trois mois, au remplacement des membres décédés ou démissionnaires.

ART. 22.—.....

(*Quatrième alinéa*): L'Assemblée est présidée par notre Mendoub, assisté
d'un vice-président français, d'un vice-président espagnol, d'un vice-président
britannique et d'un vice-président italien nommés annuellement par
l'Assemblée.

ART. 32.—L'Administrateur a sous ses ordres trois administrateurs-
adjoints : un premier adjoint qui le remplace en cas d'absence et qui, sous sa
direction, est plus spécialement chargé des services d'hygiène et d'assistance;
un second adjoint qui, sous sa direction, est plus spécialement chargé des
services financiers; et un troisième adjoint qui, sous sa direction, est plus
spécialement chargé des services judiciaires.

Les autres services administratifs de la zone sont directement rattachés à
l'Administrateur.

ART. 33.—La police de la zone comprend :

1° Un corps de gendarmerie indigène composé de 250 hommes et constitué
conformément aux dispositions de l'article 47 de la Convention du 18
décembre 1923 révisée;

2° Une police civile composée d'agents européens et indigènes dont
l'effectif est fixé par l'Assemblée. La police est placée sous les ordres d'un
commissaire nommé par l'Assemblée sur la présentation de l'Administrateur.

ART. 36.—Le recrutement des fonctionnaires de l'Administration inter-
nationale, autres que ceux prévus à l'article 35 de la Convention du
18 décembre 1923 révisée, est effectué par une commission présidée par
l'Administrateur et composée des quatre vice-présidents de l'Assemblée et du
chef de service intéressé.

La commission doit, en se renseignant auprès du Consul auquel ressortit
le candidat, s'assurer que celui-ci n'a pas d'antécédents défavorables. Ces
renseignements doivent être donnés dans un délai d'un mois à compter du
jour où ils ont été demandés, faute de quoi la commission peut procéder au
recrutement du candidat.

Les candidats agréés sont nommés par l'Administrateur après approbation
de l'Assemblée.

II.—*Amendements au Dahir sur l'Organisation d'une Juridiction internationale à Tanger.*

ART. 1^{er} (*alinéas 1, 2 et 3*).—Il est institué à Tanger une juridiction inter-
nationale qui reçoit le nom de Tribunal mixte de Tanger.

Cette juridiction comprend :

1° Comme membres titulaires, un magistrat belge, un magistrat
britannique, un magistrat espagnol, un magistrat français et un magistrat
italien;

ART. 10 (*alinéas 1 et 2*).—Si l'accusé est un de nos sujets, le jury comprend
trois de Nos sujets, un sujet espagnol, un citoyen français, et un sujet britan-
nique ou un citoyen italien.

S'il appartient à un État autre que l'État marocain, les membres du jury
sont tirés au sort sur la liste des jurés de même nationalité que l'accusé.
Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle
appartient l'accusé, l'accusé peut désigner la nationalité de la liste des jurés
par lesquels il désire être jugé et le tirage au sort est effectué sur la liste de
cette nationalité. Le président du tribunal criminel lui fait connaître son

6 of our Mussulman subjects nominated by our Mendoub, and
3 of our Jewish subjects, chosen by our Mendoub from a list of nine
names submitted by the Jewish community of Tangier.

The same procedure shall be followed, within three months of the vacancy,
to replace a deceased or retired member.

ARTICLE 22.—

(fourth paragraph). The Assembly is presided over by our Mendoub, assisted
by a French vice-president, a Spanish vice-president, a British vice-president
and an Italian vice-president, nominated each year by the Assembly.

ARTICLE 32.—The Administrator shall have under his orders three assistant
administrators: a first assistant, who acts for him during his absence and
who, under his direction, is especially responsible for the services of health
and relief; a second assistant, who, under his direction, is especially respon-
sible for the financial services; and a third assistant, who, under his direction,
is especially responsible for the services relating to the administration of
justice.

The other administrative services shall be under the immediate direction
of the Administrator.

ARTICLE 33.—The police of the Zone shall comprise—

1. A force of gendarmerie composed of 250 men and constituted in accord-
ance with the provisions of article 47 of the convention of the 18th December,
1923, as revised.

2. A civil police, composed of Europeans and natives, the strength of which
shall be fixed by the Assembly. The police shall be placed under the orders
of a commissioner appointed by the Assembly on the nomination of the
Administrator.

ARTICLE 36.—The appointment of officials of the international administra-
tion, other than those specified in article 35 of the convention of the 18th
December, 1923, as revised, shall be effected by a committee presided over
by the Administrator and composed of the four vice-presidents of the Assembly
and of the head of the service concerned.

The committee must assure themselves by seeking information from the
candidate's Consul that he has a satisfactory record. The required information
must be given within a month from the date on which it is sought. Otherwise
the committee may proceed with the appointment of the candidate.

The candidates selected will be appointed by the Administrator with the
previous approval of the Assembly.

II.—Amendments to the Dahir concerning the Organisation of an
International Tribunal at Tangier.

ARTICLE 1 (paragraphs 1, 2 and 3).—An international tribunal, called the
Mixed Court of Tangier, shall be established at Tangier.

This tribunal is composed of—

1. As permanent members, a Belgian magistrate, a British magistrate,
a Spanish magistrate, a French magistrate and an Italian magistrate;

ARTICLE 10 (paragraphs 1 and 2).—If the accused is one of our subjects,
the jury shall consist of three of our subjects, one Spanish subject, a French
citizen and either a British subject or an Italian citizen.

If the accused is a national of a State other than Morocco, the members
of the jury shall be drawn by lot from the list of jurors of the same nationality
as the accused. Should there be no special list for the nation to which
the accused belongs, the accused may select the nationality of the list
of jurors before whom he desires to be tried and the jurors shall be drawn
by lot from the list of this nationality. The president of the criminal court

droit à cet égard dix jours au moins avant l'ouverture de la session. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans les vingt-quatre heures de l'avis à lui donné par le président, le jury se compose de six membres, choisis, à raison de deux au plus par nationalité, sur les listes des jurés britanniques, espagnols, français et italiens.

ART. 14.—Le service du secrétariat-greffe du Tribunal mixte de Tanger est assuré par un secrétaire-greffier en chef, quatre secrétaires-greffiers et deux commis-greffiers, qui sont nommés par dahir de Notre Majesté sur proposition de l'assemblée générale des titulaires.

Ces fonctionnaires sont exclusivement rétribués par un traitement fixe dont le montant sera déterminé ultérieurement.

Ils sont chargés de la tenue du greffe, du notariat et de la comptabilité. Ils opèrent, en outre, les actes de sommation, de notification, d'exécution et de constat ordonnés par les magistrats. Ils sont, enfin, chargés des fonctions de syndic des faillites ou de liquidateur judiciaire ainsi que des fonctions de curateur à succession vacante dans les conditions déterminées par la loi.

Les agents du secrétariat-greffe sont de nationalité britannique, espagnole, française ou italienne. Ils doivent être âgés de vingt-cinq ans au moins. Ils sont susceptibles d'être révoqués par dahir sur la proposition de l'assemblée générale des titulaires, qui statue, soit d'office, soit sur l'initiative de l'un des procureurs, mais, en tout cas, après explications fournies par les agents intéressés ou, au moins, après explications à eux demandées.

Un dahir détermine le montant des droits dus au Trésor à l'occasion des procédures judiciaires ou des actes du greffe et fixe aussi les conditions du recouvrement de ces droits.

ART. 22.—Le traitement des magistrats titulaires du Tribunal mixte est de 30,000 francs marocains. Les magistrats reçoivent en outre une indemnité annuelle de 14,000 francs à titre de frais de logement et de résidence.

III.—Amendements à l'Annexe au Dahir sur l'Organisation d'une Juridiction internationale à Tanger.

ART. 5.—À partir de l'entrée en vigueur du présent dahir, le Tribunal mixte connaîtra, dans les limites de la compétence respective de ses diverses sections et en conformité avec les lois pénales de la zone internationale :

1° De tous crimes, délits ou contraventions commis par des ressortissants étrangers ;

2° De tous crimes, délits ou contraventions commis par des sujets de Notre Empire avec la participation de ressortissants des Puissances étrangères ;

3° De tous crimes, délits ou contraventions commis par des sujets de Notre Empire, lorsque des ressortissants des Puissances étrangères en seront les victimes ;

3° bis. De toutes infractions commises par des sujets de Notre Empire et réprimées par les articles 139 et 139 bis du Code pénal ;

4° De tous crimes, délits ou contraventions commis :

a. À son audience et dans les lieux où un ou plusieurs de ses magistrats procèdent à un acte de leur fonction ;

b. De tous crimes ou délits de faux témoignage, faux serment ou subornation de témoins devant le Tribunal mixte tant en matière civile qu'en matière pénale ;

c. Contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats du Tribunal mixte ;

d. Contre les magistrats, assesseurs, jurés ou officiers de justice du Tribunal mixte dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

e. Par les magistrats, assesseurs, jurés ou officiers de justice du Tribunal mixte dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus d'autorité.

shall inform the accused of his rights in this respect at least ten days before the opening of the session. Should the accused not avail himself of this right within twenty-four hours of receiving such notice from the President, the jury shall be composed of six members, of whom not more than two may be of the same nationality, chosen from the lists of British, Spanish, French and Italian jurors.

ARTICLE 14.—The office of the Mixed Court shall consist of one chief clerk, four clerks and two assistant clerks, who shall be appointed by dahir issued by Our Majesty on the recommendation of the assembly-general of magistrates.

These officials shall be exclusively remunerated by a fixed salary, the amount of which shall be fixed later.

They are responsible for all duties which normally devolve on the clerk, the notary, and the accountant of the court. They also put into effect the orders of the magistrates as to summonses, notifications, execution and ascertainment of facts. Finally they perform the duties of official liquidator, receiver in bankruptcy and of curator of estates under the conditions laid down by the law.

The members of the office shall be of British, Spanish, French or Italian nationality. They must be at least twenty-five years of age. They may be dismissed by dahir on the recommendation of the assembly-general of magistrates acting either on their own initiative or on that of one of the public procurators, but in any case after the official concerned has stated his case or at least has been invited to do so.

A dahir shall fix the amount of the fees due to the Treasury in respect of judicial procedure or office fees, and shall determine the conditions under which such fees shall be levied.

ARTICLE 22.—The salary of the magistrates of the Mixed Court is fixed at 30,000 Moroccan francs. The magistrates shall receive in addition a yearly allowance of 14,000 francs in respect of lodging and foreign allowance.

III.—*Amendments to the Annex to the Dahir concerning the Organisation of an International Tribunal at Tangier.*

ARTICLE 5.—From the date of the entry into force of the present Dahir the Mixed Court shall, within the limits of the competence of its different sections and in conformity with the penal laws of the international zone, have jurisdiction over—

1. All felonies, misdemeanours or petty offences committed by foreign nationals;
2. All felonies, misdemeanours or petty offences committed by subjects of our Empire together with nationals of foreign Powers;
3. All felonies, misdemeanours or petty offences committed by subjects of our Empire against nationals of foreign Powers;
- 3A. All offences committed by subjects of our Empire which fall within the scope of articles 139 and 139A of the penal code;
4. All felonies, misdemeanours and petty offences—
 - a. Committed in court or in any place in which one or more magistrates are engaged in the performance of their duties;
 - b. Amounting to perjury or suborning of witnesses in civil or criminal proceedings before the Mixed Court;
 - c. Against the execution of decisions, judgments, sentences, orders or warrants of the Mixed Court;
 - d. Against the magistrates, assessors, jurors or judicial officers of the Mixed Court in the exercise of or on the occasion of the exercise of their functions;
 - e. By the magistrates, assessors, jurors or judicial officers of the Mixed Court in the exercise of their functions or in consequence of an abuse of authority.

IV.—Amendements au Code pénal de la Zone de Tanger.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE V. (Nouveau.)

De l'Interdiction de Séjour.

ART. 25 bis.—L'interdiction de séjour dans la zone de Tanger pour 20 ans au plus pourra toujours être prononcée par le Tribunal accessoirement aux condamnations d'emprisonnement dont auront été l'objet les auteurs ou complices :

- 1° De tous crimes ou tentatives de crime;
- 2° Des délits prévus aux articles 139 (alinéas premier et deuxième) et 139 bis;
- 3° En cas de récidive, des délits prévus aux articles 118, 130, 131, 182, 183, 139 (alinéa troisième), 146, 147, 148, 149, 150, 188, 189, 199, 201 et 203.

Les sujets marocains qui seraient frappés de la peine accessoire d'interdiction de séjour dans la zone de Tanger devront se voir imposer par le Tribunal l'obligation de résider dans une des autres zones du Maroc désignée après entente avec les autorités compétentes de cette zone.

Le condamné qui contreviendrait à l'interdiction de séjour avant l'expiration du temps fixé sera puni du bannissement de la zone de Tanger. S'il est sujet marocain, une résidence obligatoire lui sera imposée comme il est dit à l'alinéa précédent.

LIVRE TROISIÈME.

TITRE DEUXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Section deuxième.

ART. 139.—Quiconque, sans autorisation, fabriquera, introduira ou détiendra à un titre quelconque dans la zone de Tanger des explosifs, du matériel et des engins de guerre tels que armes, munitions, cartouches même non chargées, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de mille à vingt mille francs (1,000 à 20,000 fr.).

La tentative et la complicité seront punies de la même peine que le délit lui-même.

Sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des deux premiers alinéas du présent article, toute personne qui portera, hors de son domicile et sans autorisation, une arme quelconque, apparente ou non, sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de cent à deux cents francs (100 à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Dans tous les cas visés au présent article, les choses fabriquées, introduites ou détenues, ainsi que les armes portées, seront confisquées.

ART. 139 bis.—Quiconque sera convaincu de s'être livré dans la zone de Tanger à une agitation, propagande ou préparation d'entreprise contre l'ordre établi dans l'une quelconque des zones du Maroc ou dans les pays étrangers, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de mille à vingt mille francs (1,000 à 20,000 fr.).

Le présent Accord dressé en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUINONES DE LEÓN.
 BERTHELOT.
 CREWE.
 G. MANZONI.

IV.—*Amendments to the Penal Code of the Tangier Zone.*

BOOK I.

CHAPTER V. (*New.*)*Prohibition of Residence.*

ARTICLE 25 (a).—In addition to sentences of imprisonment, the Tribunal may in any case impose the penalty of prohibition of residence in the Tangier Zone for a maximum period of 20 years on persons convicted of any of the following offences, or their accomplices :—

1. All crimes and attempted crimes;
2. The offences which fall under articles 139 (paragraphs 1 and 2) and 189 (a);
3. In the case of persons previously convicted, the offences falling under articles 118, 130, 131, 132, 133, 139 (paragraph 3), 146, 147, 148, 149, 150, 188, 189, 199, 201 and 203.

Moroccan subjects who are sentenced to the accessory penalty of prohibition of residence in the Tangier Zone shall be ordered by the Tribunal to reside in one of the other Zones of Morocco, which shall be designated after agreement with the competent authorities of the Zone in question.

A convict who returns to the Zone before the expiry of the period during which his residence there has been prohibited, shall be banished from the Tangier Zone. If he is a Moroccan subject, he will be compelled to reside in a place chosen in accordance with the terms of the preceding paragraph.

BOOK III.

PART TWO.

CHAPTER I.

Section 2.

ARTICLE 139.—The manufacture, introduction or possession in any capacity in the Tangier Zone of explosives, war material and munitions such as arms, ammunition, cartridges, loaded or unloaded, is punishable by imprisonment for a term of from 6 months to 5 years and a fine of 1,000 to 20,000 francs.

Attempts to commit, and complicity in, the above offences are punishable with the same penalty as the offence itself.

Without prejudice to the application, if necessary, of the first two paragraphs of the present article, the carriage, outside the residence of the individual, of any weapon, whether concealed or not, is punishable by imprisonment for a term of from 6 days to 3 months and a fine of 100 to 200 francs, or by one of these two penalties only.

In all cases falling within the scope of the present article the articles manufactured, introduced or possessed, and the weapons carried, shall be confiscated.

ARTICLE 139 (a).—Agitation, propaganda or conspiracy against the established order in any one of the Zones in Morocco or in foreign countries is punishable by imprisonment for a term of from 6 months to 5 years and a fine of 1,000 to 20,000 francs.

The present agreement done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUINONES DE LEON.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

C.—*Dispositions particulières.*

Les soussignés, dûment et respectivement autorisés par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Gouvernement de la République française, le Gouvernement en Grande-Bretagne de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, sont convenus des dispositions particulières suivantes relatives aux Accords conclus en date de ce jour, concernant la zone de Tanger.

I.

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires a sous son autorité les services administratifs de la juridiction internationale, les services pénitentiaires et le service des publications officielles. Il veille à l'exécution des jugements rendus par le Tribunal mixte en matière pénale. Il remplit, en outre, les fonctions de conseiller de l'administration de la zone en toutes matières juridiques et législatives, sous réserve des attributions des autres administrateurs adjoints.

II.

Conformément au Statut de Tanger, les tabors actuellement existants seront dissous et remplacés, aussitôt que possible après la mise en vigueur de l'accord portant révision de la Convention du 18 décembre 1923 et signé en date de ce jour, par un corps de gendarmerie répondant aux caractéristiques données par ladite Convention révisée, en son article 47, et par le règlement de la gendarmerie, également révisé, qui est annexé à cet acte.

III.

Les codes élaborés en exécution de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger et révisée en date de ce jour seront officiellement communiqués au Gouvernement italien. Ils seront applicables à titre provisoire aux ressortissants italiens à dater du jour où l'Accord portant révision de ladite Convention, et signé en date de ce jour, entrera en vigueur. À l'expiration d'un délai de deux ans à compter dudit jour, lesdits codes seront soumis à une commission juridique, composée de représentants britanniques, espagnols, français et italiens, chargés d'examiner les modifications que le Gouvernement italien, et éventuellement les autres Gouvernements ayant adhéré à ladite Convention, estimeraient devoir proposer. Elle rédigera les textes à soumettre à l'Assemblée législative. La commission devra avoir terminé ses travaux dans un délai de trois mois à compter de sa première réunion.

IV.

En vue de l'application de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger et de l'article premier du dahir chérifien du 16 février

C.—Special Provisions.

(Translation.)

The undersigned, duly authorised respectively by the Government of His Majesty the King of Spain, the Government of the French Republic, His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of His Majesty the King of Italy, have agreed upon the following special provisions relating to the agreements concluded this day concerning the Tangier Zone.

I.

The assistant-administrator in charge of the services relating to the administration of justice shall have under his authority the administrative services connected with the international tribunal, the prisons and the issue of official publications. He shall supervise the execution of the judgments of the Mixed Court in criminal matters. In addition he will discharge the functions of counsellor to the administration of the Zone in legal and legislative matters, always provided that he does not encroach on the functions of the other assistant administrators.

II.

In accordance with the provisions of the Tangier Statute the existing tabors shall be dissolved and replaced as soon as possible after the entry into force of the agreement revising the Convention of the 18th December, 1923, and signed this day, by a force of gendarmerie constituted in accordance with the provisions of the said Convention as revised in article 47 and by the regulations for the gendarmerie, also revised, which are annexed to that instrument.

III.

The codes drawn up in accordance with article 48 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute and revised this day shall be officially communicated to the Italian Government. They shall be provisionally applicable to Italian subjects from the date on which the agreement revising the said convention signed this day comes into force. On the expiration of two years from the said day the codes shall be submitted to a committee of jurists composed of British, Spanish, French and Italian representatives, which shall be entrusted with the task of examining the modifications which the Italian Government, and possibly other governments which have acceded to the said Convention, may desire to propose. The committee shall draft the texts to be submitted to the Legislative Assembly. It must complete its work within three months from the date of its first meeting.

IV.

As regards the application of article 48 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, and of article 1 of the Shereefian

1924 sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, les dits Convention et dahir chérifien révisés conformément aux Accords signés en date de ce jour, il est entendu que :

1° Le magistrat italien prendra siège au Tribunal mixte de Tanger à compter de l'entrée en vigueur du Statut révisé ;

2° Le magistrat belge remplacera celui des magistrats britanniques qui, le premier parmi eux, viendrait à cesser ses fonctions.

V.

Les quatre Gouvernements s'engagent à faire élaborer une réforme de la juridiction internationale de Tanger par une commission juridique qui devra se réunir à Paris dans un délai de six mois à compter de la signature des présentes dispositions. Cette commission prendra pour base de ses travaux les recommandations et projets joints au procès-verbal de la vingt-neuvième séance tenue le 12 juillet 1928 par les experts chargés de préparer la révision du Statut de Tanger.

La réforme devra notamment :

Réaliser l'unité du Parquet ;

Faire assurer les fonctions du Ministère public près les juridictions de première instance et d'appel, ainsi que près le tribunal criminel, par un magistrat espagnol et un magistrat français alternant suivant un roulement annuel ; et près la juridiction de paix, dans les mêmes conditions, par un commissaire de police espagnol et un commissaire de police français ;

Instituer une présidence du Tribunal mixte ;

Organiser le service des vacations pendant les vacances du Tribunal mixte ;

Instituer une Cour d'appel, nettement séparée des autres juridictions, et où pourront siéger des conseillers non résidents qui viendront périodiquement tenir session à Tanger ; une taxe spéciale pourra être prélevée sur tout appelant, non assisté judiciaire, en sus des droits prévus sur les frais de justice ;

Tenir compte du désir exprimé par les Gouvernements espagnol et français d'avoir respectivement un magistrat de leur nationalité dans la juridiction de première instance et dans la juridiction d'appel ;

Supprimer les membres adjoints du Tribunal mixte comme collaborateurs réguliers des juridictions internationales.

Il pourrait être utilement prévu un recours en cassation devant une Commission supérieure de cassation composée de magistrats appartenant à la Cour Suprême d'un pays dont la nationalité ne sera pas représentée dans les juridictions internationales de Tanger.

VI.

Conformément à l'article 49 de la Convention du 18 décembre 1928 relative à l'organisation du Statut de Tanger et révisée en date de ce jour, l'Agence diplomatique d'Italie à Tanger sera

Dahir of the 16th February, 1924, relating to the organisation of an international tribunal at Tangier, the said Convention and the said Shereefian Dahir having been revised in conformity with the agreements signed this day, it is agreed that:—

1. The Italian magistrate shall take his seat on the Mixed Court of Tangier on the entry into force of the revised Statute.

2. The Belgian magistrate shall replace the first of the two British magistrates who shall cease to be a member of the Court.

V.

The four Governments undertake to cause a revised scheme for the international tribunal of Tangier to be elaborated by a committee of jurists which shall meet in Paris within six months from the date of signature of the present provisions. This committee shall take as a basis of its work the recommendations and drafts annexed to the minutes of the 29th meeting held on the 12th July, 1928, by the experts entrusted with the revision of the Tangier Statute.

The revised scheme shall in particular—

Place the directorship of the *Parquet* under one head;

Entrust the duties of the representative of the State before the courts of first instance and the court of appeal and the criminal court to a Spanish magistrate and a French magistrate respectively in alternate years; and before the police court to a Spanish inspector of police and a French inspector of police in the same way;

Create a presidency of the Mixed Court;

Make provision for a vacation court during the vacation of the Mixed Court;

Create a court of appeal, wholly separate from the other courts, on which may sit non-resident appeal judges who shall come periodically to hear appeals at Tangier. A special fee may be levied on all appellants, not poor persons, in addition to the usual court fees;

Take into account the desire expressed by the Spanish and French Governments to be represented by a magistrate of their nationality in the court of first instance and in the court of appeal;

Suppress the lay assessors of the Mixed Court, as permanent members of the international tribunal.

Provision might be made for a court of cassation composed of magistrates belonging to the Supreme Court of a country not represented in the international tribunal of Tangier.

VI.

In accordance with article 49 of the Convention of the 18th December, 1928 relating to the organisation of the Tangier Statute and revised this day, the diplomatic agency of Italy at

remplacée par un Consulat, le Gouvernement italien se réservant, d'ailleurs, la faculté de choisir le titulaire de ce Consulat dans le cadre de ses fonctionnaires diplomatiques, sans que cet agent puisse se prévaloir d'autres droits, prérogatives et privilèges que ceux attachés aux fonctions de Consul de carrière dans la zone de Tanger.

VII.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie accepte que les ressortissants italiens soient assujettis aux lois fiscales de la zone à partir du jour du dépôt des ratifications de l'accord signé en date de ce jour portant révision de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger.

VIII.

Les présentes dispositions seront communiquées, par les soins du Gouvernement de la République française, aux Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signataire de l'Acte d'Algésiras, en même temps que les accords signés en date de ce jour.

Les présentes dispositions dressées en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUIÑONES DE LEÓN.
 BERTHELOT.
 CREWE.
 G. MANZONI.

Procès-verbal de Dépôt des Ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne; de M. le Président de la République française; de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; de Sa Majesté le Roi d'Italie, sur les Protocole final, Accords et Dispositions particulières signés à Paris, le 25 Juillet 1928, à la Clôture de la Conférence relative à certaines Questions concernant le Statut de la Zone de Tanger.

Les instruments de ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne; M. le Président de la République française; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie, sur ces Actes internationaux ayant été trouvés en bonne et due forme, ont

Tangier shall be replaced by a consulate. The Italian Government, however, reserve the right to appoint a member of their diplomatic service to this consulate without claiming for him other rights, prerogatives and privileges than those attached to the functions of consul *de carrière* in the Tangier Zone.

VII.

The Government of His Majesty the King of Italy agree that Italian subjects shall be subject to the fiscal laws of the zone from the date of the deposit of the ratifications of the agreement signed this day revising the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Tangier Statute.

VIII.

The present provisions shall be communicated by the Government of the French Republic to the Powers which have acceded to the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Tangier Statute and also to the Government of the United States of America, as a signatory of the Act of Algeciras, at the same time as the agreements signed this day.

The present provisions done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUINONES DE LEÓN.
 BERTHELOT.
 CREWE.
 G. MANZONI.

Procès-verbal recording the Deposit of the Ratifications of His Majesty the King of Spain, the President of the French Republic, His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of British dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Italy, of the Final Protocol, Agreements and Special Provisions, signed at Paris on July 25, 1928, at the close of the Conference relating to certain Matters concerning the Statute of the Tangier Zone.

(Translation.)

The instruments of ratification of His Majesty the King of Spain, the President of the French Republic, His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of British dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Italy, of these international acts, having been found in good and due form, have

été déposés dans les archives du Gouvernement de la République française, au nom de :

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Par son Excellence Monsieur Quiñones de León, son Ambassadeur à Paris ;

Monsieur le Président de la République française :

Par Monsieur Aristide Briand, Ministre des Affaires étrangères de la République française ;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Par Sir William Tyrrell, son Ambassadeur à Paris ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Par son Excellence Monsieur le Comte Manzoni, son Ambassadeur à Paris.

Une expédition authentique du présent procès-verbal sera adressée aux Puissances contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 14 septembre 1928.

(L.S.)	QUINONES DE LEÓN.
(L.S.)	A. BRIAND.
(L.S.)	W. TYRRELL.
(L.S.)	G. MANZONI.

Lettres se rapportant à diverses Clauses de l'Accord signé à Paris le 25 Juillet 1928, pour la Revision de la Convention du 18 Décembre 1923 relative à l'Organisation du Statut de la Zone de Tanger.

I.—LETTRES SE RAPPORTANT À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS DANS LA ZONE DE TANGER.

A.—*Lettre de son Excellence M. Quiñones de León, Ambassadeur d'Espagne à Paris, à son Excellence le Comte Manzoni, Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur

765

been deposited in the archives of the Government of the French Republic in the name of—

His Majesty the King of Spain :

By His Excellency Monsieur Quiñones de León, His Ambassador at Paris ;

The President of the French Republic :

By Monsieur Aristide Briand, Minister for Foreign Affairs of the French Republic ;

His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of British dominions beyond the Seas, Emperor of India :

By Sir William Tyrrell, His Ambassador at Paris ;

His Majesty the King of Italy :

By His Excellency Count Manzoni, His Ambassador at Paris.

An authentic copy of the present *procès-verbal* shall be addressed to the contracting Powers.

In witness whereof the undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, to which they have attached their seals.

Done at Paris, the 14th September, 1928.

(L.S.)	QUINONES DE LEÓN.
(L.S.)	A. BRIAND.
(L.S.)	W. TYRRELL.
(L.S.)	G. MANZONI.

(Translation.)

Notes regarding certain Clauses of the Agreement signed at Paris July 25, 1928, for the Revision of the Convention of December 18, 1923, relating to the Organisation of the Statute of the Tangier Zone.

I.—NOTES REGARDING THE EXECUTION OF PUBLIC WORKS IN THE TANGIER ZONE.

A.—*Note from His Excellency Monsieur Quiñones de León, Spanish Ambassador at Paris, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and

et consacré par l'article 7 de la dite Convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Consul général d'Espagne à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette Assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations utiles à l'Administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veuillez agréer, &c.

J. QUINONES DE LEÓN.

*Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence
M. Quiñones de León.*

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

Vous ajoutez que le Consul général d'Espagne à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, de la dite Convention, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veuillez agréer, &c.

G. MANZONI.

767

guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the Spanish Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the Spanish representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, &c.

J. QUINONES DE LEÓN.

*Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency
Monsieur Quinones de León.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

You add that the Spanish Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, of the said convention, to address the necessary observations or representations to the international administration.

At the same time the Spanish Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, &c.

G. MANZONI.

B.—*Lettre de son Excellence le Marquis de Crewe, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, à son Excellence le Comte Manzoni, Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de ladite Convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Consul général de Grande-Bretagne à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veuillez agréer, &c.

CREWE.

Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence le Marquis de Crewe.

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

Vous ajoutez que le Consul général de Grande-Bretagne à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, de ladite Convention,

769

B.—*Note from His Excellency the Marquess of Crewe, His Britannic Majesty's Ambassador at Paris, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the British Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations or representations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the British representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, &c.

CREWE.

Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency the Marquess of Crewe.

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

You add that the British Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under Article 30, paragraph 5, of the said convention,

adressé toutes observations ou représentations utiles à l'administration internationale.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veillez agréer, &c.

G. MANZONI.

C.—*Lettre de son Excellence M. Berthelot, Ambassadeur de France, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, à son Excellence le Comte Manzoni, Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de ladite Convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Consul général de France à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veillez agréer, &c.

BERTHELOT.

to address the necessary observations or representations to the international administration.

At the same time the British Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my government.

I have, &c.

G. MANZONI.

C.—*Note from His Excellency Monsieur Berthelot, French Ambassador, Secretary-General of the Ministry for Foreign Affairs, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the French Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations or representations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the French representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, &c.

BERTHELOT.

*Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence
M. Berthelot.*

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

Vous ajoutez que le Consul général de France à Tanger, membre du Comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le Comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, de ladite Convention, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration tangéroise.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la Commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du Comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veuillez agréer, &c.

G. MANZONI.

II.—LETTRES SE RAPPORTANT AU RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DE TANGER.

A.—*Lettre de son Excellence M. Quiñones de León, Ambassadeur
d'Espagne à Paris, à son Excellence le Comte Manzoni,
Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement espagnol sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veuillez agréer, &c.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

*Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency
Monsieur Berthelot.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

You add that the French Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, of the said convention, to address the necessary observations or representations to the Tangier administration.

At the same time the French Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, &c.

G. MANZONI.

(Translation.)

II.—NOTES REGARDING THE APPOINTING OF OFFICIALS OF THE
ADMINISTRATION OF THE TANGIER ZONE.

A.—*Note from His Excellency Monsieur Quiñones de León, Spanish Ambassador at Paris, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir:

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that the Spanish Government will be glad to comply with this request.

I have, &c.

J. QUINONES DE LEÓN.

*Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence
M. Quiñones de León.*

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.
 Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement espagnol serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veuillez agréer, &c.

G. MANZONI.

*B.—Lettre de son Excellence le Marquis de Crewe, Ambassadeur de
Sa Majesté britannique à Paris, à son Excellence le Comte
Manzoni, Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.
 Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement britannique sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veuillez agréer, &c.

CREWE.

*Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence le
Marquis de Crewe.*

M. l'Ambassadeur, Paris, le 25 juillet 1928.
 Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement britannique serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation

*Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency
Monsieur Berthelot.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the Spanish Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, &c.

G. MANZONI.

B.—*Note from His Excellency the Marquess of Crewe, His Britannic Majesty's Ambassador at Paris, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that His Majesty's Government will be glad to comply with this request.

I have, &c.

CREWE.

*Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency
the Marquess of Crewe.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the British Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured

équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veillez agréer, &c.

G. MANZONI.

C.—*Lettre de son Excellence M. Berthelot, Ambassadeur de France, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, à son Excellence le Comte Manzoni, Ambassadeur d'Italie à Paris.*

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 38 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veillez agréer, &c.

BERTHELOT.

Réponse de son Excellence le Comte Manzoni à son Excellence M. Berthelot.

M. l'Ambassadeur,

Paris, le 25 juillet 1928.

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement français serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'Administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des Consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement Royal.

Veillez agréer, &c.

G. MANZONI.

777

to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, &c.

G. MANZONI.

C.—*Note from His Excellency Monsieur Berthelot, French Ambassador, Secretary-General of the Ministry for Foreign Affairs, to His Excellency Count Manzoni, Italian Ambassador at Paris.*

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 38 of the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that the French Government will be glad to comply with this request.

I have, &c.

BERTHELOT.

Reply of His Excellency Count Manzoni to His Excellency Monsieur Berthelot.

Sir,

Paris, July 25, 1928.

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the French Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923 relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, &c.

G. MANZONI.